



LÉGATION DE SUISSE  
EN THAÏLANDE

*S.B. 28 Indochine*  
*S.B. 28 Formose*

BANGKOK, le  
Phya Thai Road  
Tél. 56129 / 56139

29 mars 1952. P. 2.4.

Votre ref.

Notre ref. B.12.1. - RC/re.-

TRES CONFIDENTIEL

Monsieur le Ministre,

J'ai l'honneur de vous résumer la situation en Indochine et en Birmanie telle qu'on peut l'observer à Bangkok. Au cours de cette dernière semaine j'ai eu l'occasion d'avoir quelques conversations avec le chargé d'affaires de Birmanie, U Than Hla et avec les ministres du Cambodge, M. Chhoum, et du Viet-Nam, M. Nguyễn Khoa Toan. Ces deux dernières personnalités m'ont exposé avec une très grande franchise leur opinion sur la position de la France en Indochine. Aussi vous saurais-je particulièrement gré de vouloir bien tenir confidentielles leurs déclarations; une indiscretion, m'ont-ils déclarés, pourrait provoquer une démarche de la France en vue de leur rappel.

En dépit de l'optimisme, dont font preuve les Français quant aux opérations militaires d'Indochine, il semble bien que les chances d'une Union française, basée sur une confiance mutuelle et sur une communauté d'intérêt, diminuent en ce moment. Par leur manière d'agir les Français s'aliènent des sympathies, découragent leurs amis et créent un front commun d'adversaires.

Je vous ai signalé le 19 mars le départ, pour la dissidence, de l'ancien premier ministre Bon Ngoc Thanh. Il s'agit d'une personnalité respectée pour son intégrité et à qui on aurait offert, d'entente avec Paris, à la fin de l'an dernier, la présidence du Conseil des Ministres. Bon Ngoc Thanh refusa en déclarant que la duplicité et la mauvaise foi des Français ne lui permettaient pas de prendre le pouvoir tant qu'ils continueraient à abuser de la situation.

Chaque jour la France violerait ses engagements à l'égard des autochtones que l'on vexe comme il s'agissait encore d'une colonie. Le ministre du Cambodge à Pnom Penh, M. Chhoum, doit par exemple passer un contrôle français lorsqu'il rentre chez lui; les comptes de sa Légation sont épiluchés par l'office français des changes qui veut s'assurer de l'affectation des fonds remis à cette représentation. Le ministre du Laos à Bangkok est "coiffé" d'un conseiller français qui ne figure pas sur la liste diplomatique mais qui veille à ce que les instructions de Luang Prabang ou de Vientiane soient interprétées de façon "orthodoxe". L'Ambassade de France envoie des projets de note à la Légation du Viet-Nam qui les met au panier d'ailleurs.

Affaires Politiques

DEPARTEMENT POLITIQUE FEDERAL

B e r n e .



./.

On se plaint aussi à Pnom Penh que l'administration française déplace systématiquement les fonctionnaires qui ont l'heur de plaire aux autochtones et qui prennent au sérieux les accords de 1949.

Le ministre du Cambodge m'a rapporté que des gouverneurs de province ont la conviction que les autorités militaires françaises laissent entrer des Vietminh et ne s'opposent pas à leur activité afin de laisser subsister une situation trouble qui justifie la présence de forces d'occupation. Ces doléances viennent de personnalités anti-communistes qui ne peuvent comprendre l'impunité dont jouissent les Vietminh deux fois détestés, d'abord comme Annamites, puis comme communistes.

La renaissance du mouvement Khmer-Issara après le départ de Bon Ngoc Thanh est en somme une dernière tentative de Cambodgiens non communistes de réaliser l'indépendance complète du Royaume à la fois contre les Français et contre les Vietminh. Le ministre du Cambodge m'a laissé entendre que lui-même sympathisait maintenant avec les Issaras et que son rappel à Pnom Penh pourrait être exigé par la France si l'Ambassadeur Paul Boncour devinait ses pensées. Il m'a déclaré également que des Issaras manquaient de médicaments et qu'ils seraient certainement heureux de recevoir de l'aide du C.I.C.R. Les armes et les munitions leur font aussi défaut et c'est là une préoccupation majeure car pour l'instant seul le Vietminh détesté serait prêt à leur en fournir. Accepter cette aide signifierait une alliance avec le communisme, mais comment l'éviter ? Les émissaires Issaras à Bangkok arriveront peut-être à faire comprendre leur position aux Siamois.

L'Ambassadeur de France, à la nouvelle du départ pour la dissidence de Bon Ngoc Thanh, a demandé à son collègue M. Chhoum de faire une démarche auprès du gouvernement thaï pour le prier d'interner les rebelles qui pénétreraient sur le sol siamois. M. Chhoum a refusé, excipant qu'il ne lui appartenait pas d'agir sans instruction de son gouvernement contre des compatriotes. L'Ambassadeur de Grande-Bretagne a également pris part contre les Issaras alors que le reste du corps diplomatique suit sans passion cette affaire, pour autant qu'il s'y intéresse. M. Chhoum a l'intention d'exposer le problème Issara à l'Ambassadeur des Etats-Unis et de souligner le désir des partisans d'obtenir de l'aide ailleurs que du Vietminh.

Le désir de créer une troisième force qui ne soit ni française ni communiste mais uniquement nationaliste existe aussi au Viet-Nam. Il y a près d'une année déjà, le commandant des forces japonaises se battant en Indochine contre les Français et qui comprenaient dix-huit mille hommes à l'époque, s'était rendu auprès de l'Empereur Bao-Daï pour lui proposer de faire passer ses hommes au service du Viet-Nam. Pour des raisons que j'ignore l'arrangement ne put se faire. Mais il existerait déjà, selon le ministre du Viet-Nam à Bangkok, une force Vietminh non communiste qui se bat contre les Français, quelquefois seule, quelquefois avec les partisans d'obédience communiste. Elle dispose d'armes provenant du Vietminh, de Macao et de Thaïlande; elle réunit 20'000 hommes.

J'ai rencontré chez Nguyen Khoa Toan les mêmes préoccupations que chez son collègue cambodgien: la collaboration de plus en plus impossible avec la France. Jamais les Français ne se seraient montrés plus mesquins, plus faux et plus lâches, selon ses propres paroles. Par leur attitude ils ont dressé contre eux le pays entier, par leurs erreurs ils ont poussé une partie de la population entre les bras du communiste. Le peuple déteste les Français et les Chinois que Ho Chi Minh accueille dans ses rangs; mais comme il est nécessaire d'avoir des armes et des munitions pour faire la guérilla contre les Français et les communistes il faut de l'aide extérieure. Et le ministre du Viet-Nam rejoignit celui du Cambodge lorsqu'il me déclara que l'on pensait sérieusement, au Viet-Nam, à s'assurer l'appui des Etats-Unis. Certains raidissements des Américains à l'égard de la politique française en Indochine seraient probablement dûs, à son avis, à l'action d'Annamites agissant tant à Saïgon qu'à Paris et aux Etats-Unis.

Le sud-est de l'Asie entre en ce moment dans la période des pluies et il est probable que les opérations militaires diminueront en intensité et se limiteront à la création d'abcès de fixation du genre de Hoa Binh et à des opérations de nettoyage. Ceci permettra peut-être une plus grande activité diplomatique.

Les frontières ouest et nord du Siam touchent aussi à des régions en pleine ébullition. A l'ouest la lutte se poursuit entre troupes gouvernementales et rebelles Karens. D'après le chargé d'affaires de Birmanie les Karens, au nombre d'un demi million, sont en majorité bouddhistes (85%); 10% sont chrétiens et 5% sont demeurés animistes comme leurs ancêtres. Seul un groupe d'environ 3'000 Karens chrétiens poursuivrait encore la guérilla. Les combats sont bien entendu de faible importance et se bornent à la prise et à la reprise de villages Karens que l'on occupe un jour et que l'on abandonne le lendemain faute de troupes. Tout à l'ouest de la Birmanie une bande de Pakistani forte de 400 hommes, tous musulmans, ferait la guerre pour son compte; le centre du pays, couvert de forêts, est tenu par les communistes au nombre de trois à quatre mille qui font des raids jusqu'aux portes des grandes cités birmanes. Enfin les états Shans sont tenus par des Chinois du Kouomingtang. D'après un informateur digne de foi qui habite le nord du Siam il y aurait 2'500 soldats bien armés tout près de la frontière avec la Thaïlande, soit 500 à Sakmi, 1000 à Klaeng, 200 à Hang et 800 à Pahpongkaem. Le reste est réparti autour de Kengtung et tout au nord des états Shans. Ces troupes chinoises qui vivent de la culture et du commerce de l'opium comprennent environ 9'000 hommes en tout, relativement bien armés, répartis en petits groupes qui évitent l'accrochage avec les troupes birmanes, qui semble-t-il, en feraient autant.

On a signalé à Rangoon qu'une offensive générale avait été déclenchée contre ces "réfugiés" chinois. D'après le chargé d'affaires de Birmanie le gros de l'offensive devrait s'arrêter en mai, début de la forte saison des pluies dans les états Shans. Il croit cependant que l'on n'assistera pas à

d'importants combats car les forces nationalistes sont trop fragmentées et éparpillées et parce qu'elles chercheront à se rendre momentanément invisible pour ne pas être chassées hors de Birmanie. D'après U Than Hla ces soldats n'auraient aucune intention de pénétrer à nouveau au Yunnan pour y guerroyer contre les communistes. Toutes les mesures qui pourraient être prises dans cette province de Chine n'auraient donc rien à voir avec la présence d'éléments K.M.T. en Birmanie. Il devrait s'agir soit de raisons internes soit de dispositions concernant de près ou de loin l'Indochine.

Veillez agréer, Monsieur le Ministre,  
l'assurance de ma haute considération.

*A. Cherting*